

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 08/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BNP PARIBAS

16, boulevard des Italiens
75 009 Paris

Référence : E/25-1974
Code AIOT : 0006515808

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement BNP PARIBAS implanté sur la commune de Bailly-Romainvilliers (77 700). L'inspection a été annoncée le 22/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BNP PARIBAS
- 77 700 Bailly-Romainvilliers
- Code AIOT : 0006515808
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BNP PARIBAS est autorisée à exploiter une activité relevant de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, sur la commune de Bailly-Romainvilliers, par :

- l'arrêté préfectoral n°12/DCSE/IC/092 du 16 novembre 2012 pour le bâtiment MAE1 au titre des rubriques 2910-A-1, 1432-2-b, 2925, 1185-2-a ;

- le courrier préfectoral du 16 juillet 2020 actant le bénéfice des droits acquis au titre des rubriques 1185-2-a et 2925-2 ;
- l'arrêté préfectoral n°2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022 pour la poursuite de l'exploitation du bâtiment MAE1 et l'exploitation du nouveau bâtiment MAE2 au titre des rubriques 3110-A, 1185-2-a, 2925-1 et 4734-1.

Le site est par ailleurs certifié ISO 14001 et ISO 50001.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 4.3.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 4.3.10	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Suivi de la faune, de la flore et des zones humides	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 10.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 1.2.4	Sans objet
2	Conditions d'exploitation des groupes frigorifiques	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 3.3.1	Sans objet
3	Contrôle de l'accès et Étiquetage des équipements contenant les fluides	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 3.3.2	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 4.2.2	Sans objet
5	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 4.3.4	Sans objet
8	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 4.4	Sans objet
9	Comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 7.2.1 Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 8.3.1	Sans objet
10	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 7.3.1.1	Sans objet
11	Accessibilité des engins à proximité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 7.3.1.2	Sans objet
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 7.3.2	Sans objet
13	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 7.4.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Dispositif de rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 7.5.2	Sans objet
15	Ventilation	Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 8.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection avait pour objet de contrôler uniquement le bâtiment MAE2, en exploitation depuis le 15 janvier 2025. Le bâtiment MAE1 a fait l'objet de l'inspection du 23 janvier 2025.

Le site est bien tenu. L'exploitant a cependant porté à l'attention de l'inspection des informations à mettre à jour dans l'arrêté préfectoral n°2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 1.2.4
Thème(s) : Situation administrative, Installations autorisées
Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : [...] <ul style="list-style-type: none"> un bâtiment informatique et technique « MAE2 » composé de 2 salles informatiques de 1 000 m², des infrastructures techniques nécessaires au fonctionnement des équipements informatiques hébergés : Ce bâtiment comportera 6 groupes électrogènes d'une puissance unitaire de 6 300 kWth soit une puissance totale de 37,8 MWth. [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré que la mise en exploitation du bâtiment MAE2 serait réalisée en 4 étapes. Actuellement, seule la 1 ^{ère} phase a été réalisée et seuls 2 groupes électrogènes de puissance unitaire de 6,3 MWth sont en service. Les quatre derniers groupes seront installés lors des trois prochaines tranches de mise en exploitation du site. La prochaine phase est prévue en 2027.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions d'exploitation des groupes frigorifiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 3.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Conditions d'exploitation des groupes frigorifiques
Prescription contrôlée : [...] Le site dispose dans le bâtiment MAE2 de : <ul style="list-style-type: none">• 4 pompes à chaleur utilisant 72 kg de R410a• 1 pompe à chaleur utilisant 62 kg de R410a• 16 groupes froid utilisant du R1234ze (qui ne fait pas partie de gaz à effet de serre fluorés selon le règlement (CE) n° 1005/2009).
Constats : Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le bilan du classement des activités au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement réalisé le 12 mai 2025, rédigé par la société BUREAU VERITAS. Ce bilan fait état pour le bâtiment MAE2 de la présence de : <ul style="list-style-type: none">• 2 pompes à chaleur utilisant 79 kg de R454B ;• 1 pompe à chaleur utilisant 45 kg de R 454B ;• 4 groupes froids utilisant du R1234ze. Une modification des informations de l'arrêté préfectoral n°2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022, concernant le fluide frigorigène utilisé, a été sollicitée à ce sujet par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle de l'accès et Étiquetage des équipements contenant les fluides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 3.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès et Étiquetage des équipements contenant les fluides
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter l'accès à l'installation ou, le cas échéant, au local de compression aux seules personnes autorisées. [...]
Constats : Seules les personnes habilitées ont les badges nécessaires pour accéder aux groupes froids.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;• les secteurs collectés et les réseaux associés ;• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...).
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan des réseaux comprenant l'ensemble des informations demandées. Ce document a été transmis par mail le 21 juillet 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 4.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et conduite des installations de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Toutes les mesures seront prises pour empêcher la formation de dépôt et la stratification (zones anaérobies) favorables au développement de micro-organismes dans les équipements et canalisations de ce réseau d'eaux pluviales.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport d'intervention du 24 janvier 2025 de la société ABSORBEX – ASSAINISSEMENT FRANCILIEN, pour l'entretien de 2 séparateurs d'hydrocarbures. Ce document a été transmis par mail le 21 juillet 2025.</p> <p>Deux autres interventions de curage des séparateurs d'hydrocarbures ont eu lieu les 31 juillet et 4 août 2025. L'exploitant s'est engagé à transmettre les documents ad hoc dès leur réception.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 4.3.5	
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des points de rejet	
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :	
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux pluviales de toiture (non utilisées pour les besoins du site) et de voiries
Exutoire du rejet	Réseau communal de collecte des eaux pluviales
Traitement avant rejet	1 séparateur d'hydrocarbures équipé d'une vanne d'isolement au niveau de chaque aire de dépotage. 1 séparateur d'hydrocarbures pour traiter les eaux pluviales engendrées par le bâtiment MAE2. 1 séparateur d'hydrocarbures avant le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie de 610m ³ qui collecte l'ensemble des eaux pluviales du site. 1 obturateur en sortie du bassin de 610 m ³ Une partie des eaux pluviales (« petites pluies », 10 premiers millimètres) de l'extension de parking sont infiltrées (via des revêtements de surface ou d'aménagements hydrauliques ou de dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité). Une partie des eaux pluviales (« petites pluies », 10 premiers millimètres) de toiture du bâtiment MAE2 sont infiltrées via des noues.

Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Bassin n°17 des communes de Serris et de Bailly-Romainvilliers, puis bassin n°18 de la commune de Bailly-Romainvilliers, puis ru de la Folie.
Conditions de raccordement	Autorisation de rejet (convention)

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	Eaux vannes (sanitaires) provenant du réseau d'eau potable.
Exutoire du rejet	Réseau communal de collecte des eaux usées
Traitement avant rejet	Aucun
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Saint Thibault des Vignes
Conditions de raccordement	Autorisation de rejet (convention)

Constats :

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de visite du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Marne-la-Vallée (SIAM) en date du 9 février 2021, répertoriant les équipements existants :

- un séparateur d'hydrocarbures pour les eaux pluviales de voiries ;
- un séparateur d'hydrocarbures pour les aires de dépotage ;
- 2 vannes manuelles sur les 2 aires de dépotage ;
- une vanne manuelle située avant la boîte de branchement.

Dans ce rapport, le SIAM préconise :

- la mise en place d'un moyen d'obturation du réseau d'eaux usées ;
- la mise en place de bacs de rétention dans les 4 salles où est stocké le produit de traitement des eaux.

Les nouveaux équipements liés au projet d'extension du site ne sont pas recensés dans ce document.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- justifier des actions menées pour se conformer aux préconisations du SIAM ;
- justifier de la présence des nouveaux séparateurs d'hydrocarbures prévus dans le projet du nouveau bâtiment MAE2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 4.3.10

Thème(s) : Risques accidentels, Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales de voirie et de toiture (non utilisées pour les besoins du site) sont collectées dans le réseau d'eaux pluviales de l'établissement, puis rejetées au réseau d'eaux pluviales communal afin d'être acheminées vers les bassins n°17 et n°18 des communes de Serris et Bailly-Romainvilliers, avant de rejoindre le ru de la Folie.

Les eaux pluviales de voirie, et notamment celles issues des aires de dépotage des cuves de fioul, sont traitées par des séparateurs d'hydrocarbures avant rejet à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré (point de rejet n°1), les valeurs limites en concentrations définies ci-dessous :

Paramètre	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	25
Indices Hydrocarbures	5

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant ces polluants par un laboratoire d'analyse agréé.

L'ensemble des voiries est imperméabilisé et aménagé pour permettre une mise en rétention en cas d'incident et notamment pour retenir les eaux d'extinction. Les réseaux d'eaux pluviales sont équipés d'une vanne de barrage manuelle permettant de confiner les eaux dans un bassin en cas d'incendie, mais également en cas de déversement accidentel.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport d'analyse physico-chimique de la société LCFM en date du 5 décembre 2024, pour l'ensemble des eaux entrantes et sortantes du site.

Les paramètres analysés sont les suivants : couleur, odeur, pH à 25 °C, conductivité à 25 °C, dureté totale, température, zinc, cuivre fer total, chlorures, silice, orthophosphates, nitrates, nitrites, ammonium, DCO, azote et matières en suspension (MES). Ce document a été transmis par mail le 21 juillet 2025.

L'indice hydrocarbures ne fait pas l'objet d'un suivi.

De plus, la concentration en MES de l'échantillon d'eau prélevé dans le regard, situé au niveau du parking, était de 158 mg/l, supérieure à la valeur limite d'émission prescrite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- ajouter l'indice hydrocarbures aux paramètres analysés pour les rejets d'eau pluviales de voirie et de toiture ;
- justifier des actions menées pour se conformer à la valeur limite d'émission pour les matières en suspension.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Le site possède 3 piézomètres : un en aval latéral, un en aval et un en amont. Ces installations sont mises en place afin de réaliser des diagnostics environnementaux. [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de surveillance de la qualité des eaux souterraines du 16 décembre 2024 de la société VEOLIA, mettant en évidence l'absence d'impact significatif pour l'ensemble des paramètres analysés au droit des 3 piézomètres du site. Ce document a été transmis par mail le 21 juillet 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 7.2.1 Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
Prescription contrôlée : <u>Article 7.2.1</u> Les locaux à risque incendie présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimale suivantes : [...] <u>Bâtiment informatique MAE2 :</u> <ul style="list-style-type: none">• Structure : stable au feu 2 heures.• Parois :<ul style="list-style-type: none">- Voiles périmétriques, maçonneries de cloisonnement intérieurs et planchers hauts : au minimum coupe-feu 2 heures.- Les cinq grandes entités fonctionnelles (locaux techniques, salles informatiques, bureaux, zone logistique et maintenance, zone groupes électrogènes) sont isolées les unes des autres avec un degré coupe feu 2 heures minimum.- Les 2 salles informatiques superposées sont isolées par un plancher coupe-feu 2 heures.- Les parois de chaque local technique sont coupe-feu 2 heures minimum.• Couvertures :<ul style="list-style-type: none">- Au-dessus des zones techniques : les toitures terrasse sont de type autoprotégées et protections lourdes (gravillons ou dalles). Toitures inaccessibles, accès maintenance par un escalier dédié. La toiture des locaux de charge est incombustible. Tous les locaux ont une toiture incombustible.- Au-dessus des zones informatiques : étanchéité auto protégée. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Article 8.3.1</p> <p>Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures, - couverture incombustible, - portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique, - porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure, - pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles) .
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis l'attestation de restitution des degrés coupe-feu (2h) des planchers, voiles et maçonneries du bâtiment MAE2, rédigée par la société EIFFAGE en date du 14 janvier 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Accessibilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 7.3.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les agents de sécurité assurent aux services d'incendie et de secours l'accès au site 24h/24, 7j/7, depuis le poste de garde.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le guide opératoire en cas de départ incendie du 4 novembre 2024, qui formalise la procédure à suivre en cas d'incendie, en heures ouvrées et en heures non ouvrées.</p> <p>Le parking du site est situé de façon à ne pas occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 7.3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des engins à proximité de l'installation
Prescription contrôlée : Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation. [...]
Constats : Lors de l'inspection, la voie « engins » était dégagée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;• d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, par exemple) publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité permettant de combattre les incendies susceptibles de se produire à proximité de l'installation pendant une durée d'au moins de 2 heures (capacité au moins équivalente à 60 m³/h sous 1 bar pour les hydrants de DN100). Ces appareils disposent de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter. Les hydrants sont implantés à plus de 8 mètres de toute façade et doivent avoir une attestation de conformité aux normes NFS 62-200, 61-211, 61-213. Les nouveaux hydrants installés dans le cadre de l'installation du bâtiment MAE2 sont conformes aux normes NF EN 14339 (février 2006) avec NF EN 14339/CN (décembre 2018) ou NF EN 14384 (février 2006) avec NF EN 14384/CN (décembre 2018). [...]• d'une réserve d'eau incendie enterrée de 180 m³ minimum utilisable, accessible en tout temps par les engins des sapeurs-pompiers, éloignée d'une distance minimale de 8 m de toute façade ou zone à risque et conforme à la circulaire du 10 décembre 1951. [...]• d'un dispositif d'extinction automatique par brouillard d'eau ou par gaz inerte au niveau de tous les locaux hors circulation, sanitaires et escaliers, pour les bâtiments informatiques MAE1 et MAE2. Une cuve de 65 m³ assure le brouillard d'eau du bâtiment MAE1 et une cuve de 65 m³ assure le stockage de l'eau nécessaire au fonctionnement du brouillard d'eau et au fonctionnement du RIA (réseau d'incendie armé) pour le bâtiment MAE2 ;• d'un Système de Détection Incendie (SDI) comprenant :<ul style="list-style-type: none">- des détecteurs automatiques d'incendie (ponctuels et multi-ponctuel),- des déclencheurs manuels,- un équipement de contrôle et signalisation où sont reportées toutes les alarmes feu, déclenchement et information sur l'état du système,- une détection incendie installée dans les locaux à risque et les salles informatiques. Le

type de détecteur est choisi en fonction du risque et de la surface à surveiller. Le type de détecteur est adapté au local à protéger. Les détecteurs sont de type optique de fumée, hormis pour les locaux groupes électrogènes (qui sont équipés de détecteur de flamme et optiques de fumées) ; [...]

Constats :

Les agents du poste sécurité du site sont en mesure d'alerter les services d'incendie et de secours à tout instant (personnel sur place 24 h/24 et 7 j/7). Un plan des locaux est présent pour faciliter l'intervention des secours.

Le site est également pourvu :

- de 4 appareils d'incendie pour le bâtiment MAE1 et de 3 autres pour le bâtiment MAE2. Une intervention est prévue le 22 août 2025 pour procéder à la vérification des débits disponibles ;
- d'une réserve d'eau incendie de 180 m³ enterrée (répertoriée dans le rapport du SIAM du 19 février 2021) et pourvue de 2 cannes d'aspiration et de 2 places de stationnement pour des engins ;
- d'un dispositif d'extinction automatique par brouillard d'eau, assuré par 2 cuves de stockage d'eau de 65 m³ ;
- d'un système de détection incendie, dont les alarmes sont reportées au poste de sécurité ;
- de détecteurs de flammes dans les locaux des groupes électrogènes ;
- de détecteurs optiques de fumées dans les autres locaux ;

Par mail du 21 juillet 2025, l'exploitant a transmis la liste des équipements du système de sécurité incendie prévus pour le bâtiment MAE2, rédigée par la société EIFFAGE et datée du 8 novembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Systèmes de détection et extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 7.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques

Prescription contrôlée :

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de *substance particulière/fumée*. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...]

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté :

- la liste des équipements de contrôle et de signalisation, rédigée par la société EIFFAGE, en date du 8 novembre 2024 ;
- la liste des équipements du centralisateur de mise en sécurité incendie, rédigée par la société EIFFAGE, en date du 8 novembre 2024.

Ces documents ont été transmis par mail le 21 juillet 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Dispositif de rétention des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : [...] III. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme: <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone la plus grande et la plus à risque ;- du volume de produit libéré par cet incendie ;- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. La rétention est assurée par le réseau de canalisation d'une capacité de 180 m ³ et par la mise en place d'un bassin enterré de 610 m ³ présent au nord-ouest du site et équipé d'une vanne permettant d'isoler le bassin et éviter l'écoulement des eaux vers le réseau collectif. Ce bassin récupère toutes les eaux pluviales et toutes les eaux d'extinction incendie, soit une capacité totale de rétention de 790 m ³ . [...]
Constats : Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de visite du SIAM en date du 9 février 2021, répertoriant le bassin de confinement de 610 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation
Prescription contrôlée : [...] Les locaux seront équipés de détecteurs d'hydrogène. Le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25% de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1% d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme. [...]
Constats : Par mail du 4 août 2025, l'exploitant a transmis la liste des détecteurs d'hydrogène présents dans les locaux de charge d'accumulateurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Suivi de la faune, de la flore et des zones humides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2022, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la faune, de la flore et des zones humides
Prescription contrôlée : <p>Un bilan pédologique et un inventaire floristique du site sont menés aux fréquences suivantes : 1 an après les travaux du bâtiment MAE2, puis 5 ans, 10 ans et 20 ans. Ces bilans permettent la mise en place d'éventuelles mesures de correction de la compensation.</p> <p>Des mesures d'accompagnement portant sur l'amélioration de la connaissance des fonctionnements des milieux humides sont réalisées l'année suivant les travaux de construction du bâtiment MAE2, puis au minimum cinq ans après les travaux et s'intéressent à la restauration des trois fonctions principales d'une zone humide (fonction hydraulique, fonction écologique et fonction épuratrice). Elles portent sur l'ensemble des milieux humides restaurés, recréés sur le secteur.</p> <p>Cette zone humide impactée par l'aménagement du bâtiment MAE2 située au Nord et à l'Est du site est délimitée dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de suivi des oiseaux nicheurs sur le site, réalisé par l'OCE en date du 26 mai 2025. Ce dernier conclut à l'augmentation du nombre d'espèces d'oiseaux, dû à la diversification des formations végétales du site, avec notamment la maturation du taillis central, la densification ponctuelle des buissons et le développement d'une végétation de zones humides associée à des mares temporaires.</p> <p>Cependant, ce document ne constitue pas un bilan pédologique et un inventaire floristique, tels que prescrits dans l'arrêté préfectoral.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit faire réaliser un bilan pédologique et un inventaire floristique, et transmettre les rapports ad hoc dès réception.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

